

NOUS VOULONS DES LOGEMENTS POUR TOUS !

Les personnes migrantes se déplacent pour de bonnes raisons : guerres, persécutions, maladies... Sinon, elles se contenteraient de rester chez elles. Elles ne sont pas des profiteurs ni des semeurs de trouble. C'est plutôt à la France de profiter de leurs potentiels pour le travail. Mais les personnes migrantes qui demandent la protection de la France (on les appelle les demandeurs d'asile) n'ont pas le droit de travailler ni de participer à des formations professionnelles.

C'est pourquoi l'Etat doit normalement leur fournir un hébergement dans un CADA (Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile) et une allocation mensuelle le temps de leur demande d'asile. Les demandeurs d'asile s'engagent par écrit à accepter, si on leur en propose un, un hébergement en CADA. Si elles obtiennent cet hébergement, alors l'allocation est diminuée.

Nous, personnes migrantes qui n'avons pas le droit de travailler, nous dénonçons les conditions de vie que nous devons subir en France à cause du problème du logement.

1 L'Etat français nous oblige, par écrit, à accepter un hébergement en CADA mais des centaines de demandeurs d'asile n'obtiennent jamais cet hébergement auquel ils ont droit. Ainsi, on peut rester demandeur d'asile pendant plus d'un an et ne jamais obtenir d'hébergement en CADA. Pourquoi ? Parce que **le nombre de places en CADA est insuffisant.**

2 Pourquoi l'Etat français nous oblige-t-il à signer un engagement à accepter un hébergement en CADA alors que, souvent, il ne nous propose pas cet hébergement ? C'est absurde !

3 **Les personnes migrantes célibataires se sentent marginalisées et discriminées par rapport aux familles** parce que l'Etat français propose en priorité des hébergements aux familles. Nous voulons que les célibataires et les familles soient traités de la même manière.

4 L'Etat dit que, **si nous n'obtenons pas d'hébergement en CADA**, nous pouvons nous débrouiller avec l'allocation en attendant. **Nous touchons 11 euros par jour et par personne.** Avec cet argent, nous devons nous loger, nous nourrir, nous habiller, mettre de l'argent de côté pour payer les avocats... Qui peut faire tout ça avec 11 euros par jour ?

5 Quand nous ne dormons pas dans la rue, l'Etat français nous propose un hébergement d'urgence grâce au 115. Mais **nous dénonçons les conditions d'accueil au 115 :**

* il n'y a **pas assez de places** donc on nous héberge 3 jours ou une semaine puis on doit retourner souvent à la rue ;

* **chaque semaine ou tous les 3 jours, on doit changer de foyer d'hébergement**, ce qui pose des problèmes de scolarisation pour les enfants des familles migrantes ;

* **selon les foyers, les règles de vie** (par exemple les horaires) **ne sont pas les mêmes**, ce qui nous empêche de construire une vie plus stable ;

* dans beaucoup de foyers, **il arrive souvent que les personnes hébergées soient obligées de rester dehors toute la journée** de 9 h 30 à 17 h ou 18 h, ce qui nous conduit à subir le froid.

Comment nous, personnes migrantes, allons-nous faire pour mieux nous intégrer dans la société française si nous sommes à la rue et si nous ne sommes pas suivies par des assistantes sociales ? C'est pourquoi nous demandons à tous de venir prendre part à une :

Manifestation en faveur d'un logement pour tous
Samedi 30 juin à Rennes à 15 h
place du général de Gaulle (métro Charles de Gaulle).

A l'initiative du Conseil des migrants de Rennes (avec le soutien du Réseau logement 35).